



Benoît Perrin : « Dans un pays qui ne fait plus assez d'enfants, la politique familiale devrait être un sanctuaire budgétaire »

Par Benoît Perrin

Il y a 6 jours

démographie allocations familiales



Benoît Perrin, directeur de Contribuables Associés. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Pour le directeur de Contribuables Associés, le rabot sur les allocations familiales, effectif depuis le 1^{er} mars dernier, est un coup porté à l'avenir de notre pays. Un choix d'autant plus incompréhensible au vu de notre démographie en berne, ajoute-t-il.

Pour la première fois depuis la guerre, la France a enterré plus de gens qu'elle n'en a mis au monde. En 2025, 645 000 naissances pour 651 000 décès : le solde naturel est devenu négatif. Que fait le gouvernement face à ce signal d'alarme démographique ? Il réduit les allocations familiales.

Depuis le 1^{er} mars, un décret pris dans la plus grande discrétion reporte de 14 à 18 ans l'âge à partir duquel les allocations sont majorées. L'opération a pu s'effectuer sans vote du Parlement : curieusement, les prestations familiales ne sont pas protégées par la loi, contrairement aux retraites. Un simple décret suffit à les amputer.

Le gouvernement justifie cette décision par la nécessité de réaliser des économies : environ 200 millions d'euros dès 2026. Le déficit de la Sécurité sociale a atteint 21,6 milliards d'euros en 2025 - et devrait encore dépasser 19 milliards cette année. Face à ces abîmes, 200 millions apparaissent moins comme une réforme que comme un symbole : celui d'une politique qui préfère rogner les prestations familiales plutôt que d'affronter les dérives structurelles de notre modèle social.

La réforme introduit par ailleurs une inégalité de traitement difficilement justifiable. Les familles dont les enfants avaient déjà atteint 14 ans avant le 1^{er} mars continueront à bénéficier de la majoration. Celles dont les enfants l'atteindront après devront attendre quatre années supplémentaires. Deux familles avec des enfants du même âge, traitement différent selon la date de naissance. Difficile de parler d'équité.

Paradoxe supplémentaire : la branche famille est l'une des rares à ne pas être structurellement déficitaire. Le bon sens voudrait qu'on s'attaquât aux dérives des autres branches plutôt que de ponctionner la seule qui soit à l'équilibre. Car pendant que l'on prend 200 millions aux familles, on suspend les économies issues de la réforme des retraites de 2023, on ne touche ni aux problèmes structurels de l'assurance-maladie, ni à la fraude aux minima sociaux, ni aux largesses d'accès à de nombreuses prestations sociales.

Les politiques natalistes les plus efficaces sont celles qui permettent aux mères de concilier vie professionnelle et vie familiale, et aux jeunes de se loger. Sur aucun de ces fronts le gouvernement n'avance.

Certains diront qu'il ne s'agit que d'une goutte d'eau. Mais ce qui est une goutte d'eau pour les finances publiques ne l'est pas pour les ménages. Et ce sont les familles les plus modestes qui en sont les premières victimes, par l'effet mécanique de la modulation des allocations selon les ressources. Une famille de deux enfants gagnant 50 000 euros par an perdra environ 900 euros par an, mais seulement 225 euros si

elle gagne 110 000 euros. Avec trois enfants, la perte est de 680 euros pour cette même famille aisée et 2 730 euros pour la famille la plus modeste ! Effet boomerang d'une redistribution mal pensée à l'origine.

Le gouvernement prétend justifier la mesure par l'allongement des études : les dépenses liées aux enfants seraient plus importantes à 18 ans qu'à 14 ans. Admettons. Mais alors pourquoi ne pas avoir également repoussé l'âge limite des allocations, toujours fixé à 20 ans ? L'argument ne tient pas à l'examen.

Le problème est bien entendu plus large que le montant des aides. Les freins à la natalité sont nombreux : fiscalité peu incitative, logement inaccessible, modes de garde insuffisants, confiance dans l'avenir altérée... Les politiques natalistes les plus efficaces sont celles qui permettent aux mères de concilier vie professionnelle et vie familiale, et aux jeunes de se loger. Sur aucun de ces fronts le gouvernement n'avance.

Dans un pays qui ne fait déjà plus assez d'enfants, la politique familiale devrait être un sanctuaire budgétaire. Nous avons choisi l'inverse : faire des familles la variable d'ajustement de nos lâchetés budgétaires. Un suicide assisté, en quelque sorte.

La rédaction vous conseille

- Jean-Pierre Robin : « Agriculture en crise, natalité en berne... La France ne sait plus produire ni se reproduire »
- « Il faut une révolution de notre politique familiale », interpelle Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur de la mission parlementaire sur la baisse de la natalité

Sur le même thème

Le miracle économique polonais menacé par le déclin démographique 🇵🇱

Soirée des mariés, relais d'auxiliaires parentales... Asnières-sur-Seine, cette ville des Hauts-de-Seine qui a réussi à attirer les familles 🇫🇷

Crise des vocations, population vieillissante... En Charente, les laïcs au secours des prêtres pour célébrer les funérailles 🇫🇷

Bertrand de Saint Vincent : «À Paris, à Tokyo, à New York, on dirait que les enfants se sont volatilisés» 🇫🇷

« Une commune qui n'abrite plus de naissances perd une part d'identité » : à Saint-Amand-Montrond, tous les moyens sont bons pour sauver la maternité 🇫🇷

En Haute-Saône, la résistance d'un petit village qui veut maintenir ses écoliers et choyer ses aînés 🇫🇷

« C'est une ville de vieux, ici ! » : dans le Var, Saint-Raphaël à la recherche de sa jeunesse perdue 🇫🇷

Laurence de Charette : « La planète va-t-elle se vider dans l'indifférence générale ? » 🇫🇷

Paulin Césari : «Si l'on cessait d'enfanter, ne sauverait-on pas définitivement la vie ?» 🇫🇷

Le vieillissement, une épée de Damoclès au-dessus de l'économie française 🇫🇷

